

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL



PROGRAMME NATIONAL DE
DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF

COMMISSION SPECIALE DE PASSATION DES
MARCHES

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT

SECRETARIAT
GENERAL/PNDDP

NATIONAL COMMUNITY DRIVEN
DEVELOPMENT PROGRAMME

SPECIAL TENDERS' BOARD

Lettre de Demande de Cotations

N°011/MINEPAT/PNDP/CSPM/2022 du 03 Novembre 2022 relative à la fourniture de services d'assurance multirisque bureau et responsabilité civile au Programme National de Développement Participatif (PNDDP).

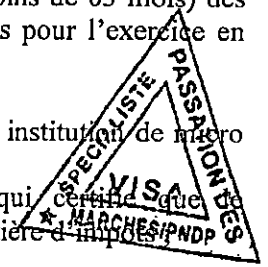
1. Le Gouvernement de la République du Cameroun a mis en place le « Programme National de Développement Participatif », en abrégé PNDDP qui est un projet multi bailleurs. Dans le but de son bon fonctionnement, il se propose d'utiliser une partie de ses financements pour effectuer des paiements autorisés au titre de la Lettre Commande pour laquelle cette Demande de Cotations est élaborée.
2. **Coût prévisionnel** : le coût prévisionnel du Marché à l'issue des études préalables est de **sept millions (7 000 000) Francs CFA Toutes taxes comprises.**
3. La Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) du PNDDP a été créée par Arrêté n°006/A/MINMAP du 08 mai 2013. Sa composition a été constatée à titre transitoire par Décision n°0240/D /MINMAP/SG/DAJ du 25 mai 2015.
4. Il est prévu dans le cadre de ce marché, de solliciter les prestations de service désignées ci-après : **fourniture de services d'assurance multirisque bureau et responsabilité civile au Programme National de Développement Participatif (PNDDP).** Dans le cadre de la présente Demande de Cotations, les prestations sont à fournir au Programme National de Développement Participatif (PNDDP).
5. Le délai d'exécution est de **douze (12) mois**, dès notification de l'ordre de service de démarrage.
6. Le Coordonnateur National invite les prestataires de la liste restreinte ci-après, à consulter et à retirer gratuitement la Demande de Cotations à l'adresse ci-dessous, dès publication de la présente lettre de Demande de Cotations.

Madame/Monsieur le Directeur de :

N°	PRESTATAIRES	ADRESSES	TELEPHONES
1	ZENITHE INSURANCE S. A	BP : 1540 Douala	TEL. : 233 43 41 32/ 694 31 11 45
2	BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A	BP : 2378 Douala	Tel. : 233 42 42 36
3	CHANAS	BP :109 Douala	TEL. : 233 42 14 74/ 699 30 27 13
4	AXA CAMEROUN ASSURANCE	BP: 4068 Douala	TEL: 333 42 31 59/ 699 61 87 50
5	SAHAM ASSURANCE CAMEROUN	BP 12125 - Douala	TEL. : 233 42 44 46/ 233 42 31 85/ 233 42 31 90/ 233 42 31 75
6	AREA ASSURANCES	BP 15584 Douala	TEL. : 233 43 81 94/ 233 43 81 97/ 233 43 82 32

7. Le soumissionnaire devra produire les copies certifiées conformes (datant de moins de 03 mois) des pièces administratives ci-après, signées par les autorités compétentes et valables pour l'exercice en cours :

- l'attestation d'immatriculation ;
- l'attestation de domiciliation bancaire délivrée par une banque ou une institution de micro finance agréée par le ministère en charge des Finances ;
- l'attestation de non redevance signée des services des Impôts qui certifie que le soumissionnaire a effectué toutes ses déclarations réglementaires en matière d'impôts ;
- l'attestation de non exclusion des marchés publics ;
- l'attestation pour soumission CNPS ;
- l'attestation de localisation ;
- le registre de commerce signé par les services compétents ;
- l'attestation de non faillite.



NB1 : Au moment de l'évaluation, l'absence de toute ou partie des pièces administratives ci-dessus (a, b, c, d, e, f, g, h) n'entraînera pas le rejet de l'offre. Néanmoins, la présentation de ces pièces conformes, signées et datées de moins de trois mois sera une condition d'attribution du marché.

8. La caution de soumission établie par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances dont le montant est de **cent trente mille (130 000) F CFA**, et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date limite de validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus.

NB2 : L'absence de la caution de soumission constitue un motif de rejet de l'offre.

9. L'exigence technique de l'offre consiste à la production des éléments ci-après :

9.1 L'attestation d'adhésion à la CIMA (***son absence est un motif de rejet de l'offre***) ;

9.2 Le risque de responsabilité civile chef d'entreprise ;

9.3 L'assurance multirisque bureau ;

9.4 Une liste des marchés similaires (au moins deux (02) marchés) réalisés par le soumissionnaire en tant que prestataire principal au cours des trois (03) dernières années (2019, 2020 et 2021), doit être fournie avec les montants en monnaie librement convertible (HT & TTC) et les noms des Administrations acheteuses. Le montant cumulé de ces marchés similaires doit être supérieurs ou égal à 5 millions. A cet effet, le soumissionnaire doit joindre dans son dossier, les copies des contrats (première page et page de signature), procès-verbaux de réception et des attestations de satisfecit des marchés analogues ;

9.5 Bordereau descriptif et quantitatif des services renseigné, daté et signé.

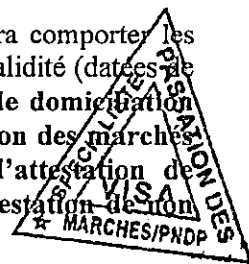
10. Les offres resteront valides pour une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour leur remise. Elles doivent être déposées en **six (06) exemplaires (un original et 5 copies)** marqués comme tel, à l'adresse ci-après Cellule Nationale de Coordination du PNDP, au lieu-dit pont-drage, après la résidence de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire, non loin des bureaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture/UNESCO et du Programme des Nations Unies pour le Développement/PNUD. Précisément à la Cellule de Passation des Marchés, Porte 212D, au 2ème étage. BP: 660 Yaoundé – Cameroun, Email: pndp_cameroun@yahoo.fr, cpmndp@yahoo.fr., au plus tard le **23 Novembre 2022** à **12 heures précises** (heure locale) et contenant la mention : « ***Demande de Cotations N°011/MINEPAT/SG/PNDP/CSPM/2022 du 03 novembre 2022 relative à la fourniture de services d'assurance multirisque bureau et responsabilité civile au Programme National de Développement Participatif (PNDP).*** »

11. L'ouverture des plis se fera par la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) du PNDP, le **23 Novembre 2022** à **13 heures précises**, en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants s'ils le souhaitent, dans la salle des réunions N°313 D, au 3ème étage de la Cellule Nationale de Coordination du PNDP.

12. La CSPM procédera à l'évaluation des cotations selon l'ordre ci-après :

12.1 L'examen de la conformité des pièces administratives

L'examen de la recevabilité des dossiers administratifs : l'offre du soumissionnaire devra comporter les pièces originales ou copies certifiées conformes par les services compétents en cours de validité (datées de moins de trois mois) suivantes : (i) l'attestation d'immatriculation ; (ii) l'attestation de domiciliation bancaire ; (iii) l'attestation de non redevance fiscale ; (iv) l'attestation de non exclusion des marchés publics ; (v) l'attestation pour soumission (CNPS) à la présente cotation, (vi) l'attestation de localisation, (vii) le registre de commerce signé par le service compétent ; (viii) l'attestation de non faillite délivrée par le tribunal de première instance.



NB : Au moment de l'évaluation, l'absence de toute ou partie des pièces administratives ci-dessus (a, b, c, d, e, f, g, h) n'entraînera pas le rejet de l'offre. Néanmoins, la présentation de ces pièces conformes, signées et datées de moins de trois mois sera une condition d'attribution du marché.

12.2 L'examen de l'exigence technique des cotations

L'examen de l'exigence technique de l'offre est la vérification exhaustive de tous les éléments de l'offre ci-après :

1. **L'ATTESTATION D'ADHESION A LA CIMA** (son absence est un motif de rejet de l'offre) ;

2. **LE RISQUE DE RESPONSABILITE CIVILE CHEF D'ENTREPRISE :**

2.1 – Déclarations de l'assuré

- Activité de l'assuré : Financement et assistance des communautés territoriales décentralisées
- Effectif :
- Masse salariale annuelle :

2.2 – Garanties et franchises

GARANTIES	MONTANT	FRANCHISES
a – Responsabilité civile délictuelle et quasi délictuelle		
- Dommages corporels	Illimité	
- Dommages matériels et immatériels consécutifs dont : • Dommages aux biens confiés 20 000 000 F CFA • Dommages incendie hors locaux 50 000 000 F CFA • Dégâts des eaux hors locaux 50 000 000 F CFA	250 000 000 F CFA	10% Maximum 200 000 F CFA
- Intoxication alimentaire	125 000 000 F CFA	
- Dommages immatériels non consécutifs	50 000 000 F CFA	10% Maximum 200 000 F CFA
- Vol commis par les préposés au préjudice des tiers	2 500 000 F CFA	10% Maximum 100 000 F CFA
b – Responsabilité Civile Professionnelle		
Tous dommages confondus (Corporels, matériels et immatériels consécutifs)	500 000 000 F CFA	10% uniquement sur les dommages matériels Maximum 200 000 F CFA
c – Défense – Recours	2 000 000 F CFA	

3. ASSURANCE MULTIRISQUE BUREAU

3.1 Garanties

Incendie

- Bâtiment
- Contenu

Vol par effraction (au premier risque)

- Contenu uniquement
- Vol coffre-fort (CNC uniquement : 10 000 000)
- Transport de fonds (CNC uniquement : 10 000 000)

Dégât des eaux

- Bâtiment (1 500 000/site)
- Contenu (500 000/site)

Tout risque informatique

- Matériel informatique et bureautique
- Reconstitution des médias
- Bris des machines

Autres événements

- Chute d'appareil de navigation
- Grève et émeute
- Choc de véhicule
- Dommages aux appareils électriques
- Pertes indirectes

Garanties supplémentaires

- Privation de jouissance
- Explosion toute nature



3.2 Valeurs à assurer

COORDINATIONS	RLO	MOBILIER	MAT ET EQUIPEMENT	MAT INFORMATIQUE	MAT DE PEDAGOGIQUE	GROUPE ELECTROGENE	RECOURS DES TIERS	TOTAL
CNC	810 000 000	47 744 852	33 126 556	113 590 481	6 015 916	5 000 000	100 000 000	1 115 477 805
CRC CENTRE	56 842 020	14 512 992	11 749 397	19 357 659	2 235 992	13 906 935	50 000 000	168 604 995
CRC SUD	105 000 000	12 849 270	11 146 076	8 013 544	4 945 992	4 190 000	10 000 000	156 144 882
CRC EST	75 789 540	17 441 587	14 691 807	11 699 924	1 684 783	0	25 000 000	146 307 641
CRC LITTORAL	189 473 580	9 816 765	7 905 693	6 173 144	2 803 833	0	300 000 000	516 173 015
CRC OUEST	72 000 000	8 512 095	7 667 860	11 273 002	760 000	4 382 438	40 000 000	144 595 395
CRC ADAMAOUA	134 640 000	21 045 937	14 126 198	9 177 448	2 235 000	1 950 000	10 000 000	193 174 583
CRC NORD	126 000 000	13 069 894	13 191 437	8 576 840	2 075 000	13 906 935	0	176 820 106
CRC EXT NORD	81 000 000	13 910 077	13 671 677	12 264 540	0	14 983 020	20 000 000	155 829 314
CRC SUD OUEST	90 000 000	8 863 586	14 751 812	10 817 659	949 473	0	100 000 000	225 382 530
CRC NORD OUEST	81 000 000	18 211 061	10 559 827	11 278 179	1 232 788	4 108 163	30 000 000	156 390 018
Unité HIMO Maroua	8 400 000	17 671 525	4 903 411	19 592 775	4 126 050	14 404 803	20 000 000	89 098 564
Unité HIMO Kousseri	1 800 000	1 020 912	1 655 339	5 163 525	1 144 800	3 601 946	5 000 000	18 365 610
TOTAL	1 831 945 140	204 670 553	159 147 090	246 978 720	30 209 627	80 434 240	710 000 000	263 385 370



4. Une liste des marchés similaires (au moins deux (02) marchés) réalisés par le soumissionnaire en tant que prestataire principal au cours des trois (03) dernières années (2019, 2020 et 2021), doit être fournie avec les montants en monnaie librement convertible (HT & TTC) et les noms des Administrations acheteuses. Le montant cumulé de ces marchés similaires doit être supérieur ou égal à 5 millions. A cet effet, le soumissionnaire doit joindre dans son dossier, les copies des contrats (première page et page de signature), procès-verbaux de réception et des attestations de satisfecit des marchés similaires ;
5. Bordereau descriptif et quantitatif des services renseigné, daté et signé.

12.3 Seules les offres jugées conformes pour l'essentiel feront l'objet de l'analyse financière.

12.4 La vérification des opérations arithmétiques : cette vérification se fait en multipliant, le cas échéant, les prix unitaires par les quantités et en utilisant le prix en lettre pour procéder aux corrections nécessaires et procéder au classement des prestataires.

13. Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché sur proposition de la CSPM, au prestataire dont l'offre sera jugée conforme pour l'essentiel aux dispositions de la Demande de Cotations et jugée la moins disante.

14. Adresse de retrait des Demandes de Cotations et de dépôt des plis :

Cellule Nationale de Coordination du PNDP, au lieu-dit pont-dragages, après la résidence de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire, non loin des bureaux de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture/UNESCO et du Programme des Nations Unies pour le Développement /PNUD. Précisément à la Cellule de Passation des Marchés, Porte 212D, au 2ème étage. BP: 660 Yaoundé – Cameroun, Tel.: +237 692 80 75 41, Email: pndp_cameroun@yahoo.fr, cpmpndp@yahoo.fr.

Yaoundé, le 03 NOV 2022

LE COMPTABLE

Maria

Ampliations :

- ARMP
- SOPECAM
- CHRONO
- ARCHIVES
- AFFICHAGE.



Request for Quotation Letter

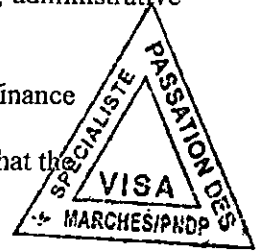
**REQUEST FOR QUOTATION No 011/DC/MINEPAT/SG/PNDP/CSPM/2022
OF 03 NOVEMBER 2022 ON THE SUPPLY OF MULTI-RISK OFFICE AND PUBLIC
LIABILITY INSURANCE SERVICES TO THE NATIONAL COMMUNITY DRIVEN
DEVELOPMENT PROGRAMME (PNDP)**

1. The Government of the Republic of Cameroon has put in place the "National Community Driven Development Programme", abbreviated PNDP, which is a multi-donor project. For the purpose of its proper functioning, it intends to use part of this funding to make authorised payments under the Letter Sheet for which this Request for Quotation is being prepared.
2. **Estimated cost:** the estimated cost of the Contract at the end of the preliminary studies is 7, 000, 000 (seven million) CFA francs, inclusive of all taxes.
3. The Special Tenders' Board of the PNDP was created by Order No. 006/A/MINMAP of 8 May 2013. Its composition was noted on a transitional basis by Decision No. 0240/D/MINMAP/SG/DAJ May 25, 2015.
4. Within the framework of this contract, it is planned to request the following services: **supply of multi-risk office and public liability insurance services to the National Community Driven Development Programme (PNDP)**. In the context of this Request for Quotation, the services are to be provided to the National Community Driven Development Programme (PNDP).
5. Delivery deadline shall be **twelve (12) Months**, upon notification of the start-up service order.
6. The National Coordinator hereby invites service providers on the short-list below to consult and withdraw the Request for Quotation free of charge at the address below, upon publication of this Request for Quotation letter.

The Director:

No.	SERVICE PROVIDERS	ADDRESSES	TELEPHONES
1	ZENITHE INSURANCE S. A	P.O Box : 1540 Douala	TEL. : 233 43 41 32/ 694 31 11 45
2	BENEFICIAL GENERAL INSURANCE S.A	P.O Box : 2378 Douala	Tel. : 233 42 42 36
3	CHANAS	P.O Box : 109 Douala	TEL. : 233 42 14 74/ 699 30 27 13
4	AXA CAMEROUN ASSURANCE	P.O Box: 4068 Douala	TEL: 333 42 31 59/ 699 61 87 50
5	SAHAM ASSURANCE CAMEROUN	P.O Box 12125 - Douala	TEL. : 233 42 44 46/ 233 42 31 85/ 233 42 31 90/ 233 42 31 75
6	AREA ASSURANCES	P.O Box 15584 Douala	TEL. : 233 43 81 94/ 233 43 81 97/ 233 43 82 32

7. The tenderer must produce certified copies (less than 3 months old) of the following administrative documents, signed by the competent authorities and valid for the current year:
- The registration certificate;
 - the bank domiciliation certificate issued by a bank or a microfinance institution approved by the Ministry in charge of Finance;
 - A debt clearance certificate signed by the tax authorities certifying that the bidder has made all statutory tax declarations;
 - The Certificate of non-exclusion from public contracts;
 - Certificate for CNPS submission;
 - The certificate of location ;
 - The trade register signed by the competent authorities;
 - a certification of non-bankruptcy.



NB1: During the evaluation session, the absence of any of the administrative document below (a, b, c, d, e, f, g, h) shall not lead to the rejection of the bid. Nevertheless, the presentation of these documents in conformity, signed and dated, shall be a condition for the award of the Contract.

8. A bid bond issued by a first class bank approved by the Ministry of Finance in the amount of **one hundred and thirty thousand (130 000) CFA francs**, valid for thirty (30) days after the deadline for the validity of the bids for the bidders who have not been selected.

NB2: The absence of the bid bond shall lead to the rejection of the bid.

9. The technical compliance of the offer shall be the presentation of all the elements below:

- 9.1 CIMA membership Certificate (**its absence is grounds for rejection of the bid**);
- 9.2 The risk of civil liability for Heads of company;
- 9.3 Multi-risk office insurance;
- 9.4 A list of the same contracts (at least two (2) contracts) carried out by the bidder as the main service provider during the last three (3) years (2019, 2020 and 2021), should be provided with the amount in convertible free currency (HT & TTC) and the names of purchasing Administrations. The cumulative amount of these similar contracts must be greater than or equal to 5 million. For this purpose, the bidder should attached to his file, copies of contracts (first page and the page signed), minutes of the reception and a certificate for similar contracts;
- 9.5 Descriptive and quantitative schedule of services completed, dated and signed.

10. Bids shall remain valid for a period of ninety (90) days from the deadline set for their submission. They shall be submitted in **six (6) copies (one original and 5 copies)** marked as such, at the following address: National Coordination Unit of PNDP, at the place known as Pont-Dragages, after the Residence of the Ambassador of Côte d'Ivoire, not far from the offices of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation/UNESCO and the United Nations Development Programme/ PNUD. Precisely at the Procurement Unit, Room 212D, on the 2nd floor. P.O Box: 660 Yaoundé – Cameroon, Email: pndp_cameroun@yahoo.fr, cpmpndp@yahoo.fr, **latest on 23 November 2022 at 12 noon prompt** (local time) and containing the mention: ***“Request for quotation No. 011/DC/MINEPAT/SG/PNDP/CSPM/2022 for the 03 November 2022 Supply of multi-risk office and public liability insurance services to the National Community Driven Development Programme (PNDP).”***

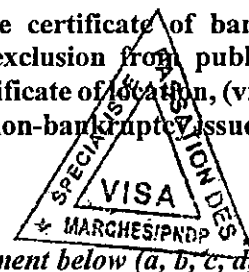
11. The bids shall be opened by the Special Tender's Board (CSPM) of PNDP, on **23 November 2022** at 1 p.m. prompt, in the presence of the bidders or their representatives if they so wish, **in the meeting room No. 313 D, on the 3rd floor of the National Coordination Unit of the PNDP.**

12. CSPM will assess the ratings in the following order:

12.1 Examination of the conformity of administrative documents

Examination of the admissibility of administrative files: the tenderer's offer must include the original documents or copies certified by the competent authorities as being valid (dated

less than three months) they are: (i) the certificate of registration; (ii) the certificate of bank domiciliation; (iii) the certificate of non-taxation; (iv) the certificate of non-exclusion from public contracts; (v) the certificate for submission (CNPS) to this quotation, (vi) the certificate of location, (vii) the trade register signed by the competent authorities and (viii) the certificate of non-bankruptcy issued by the Court of First Instance.



NB: During the evaluation session, the absence of any of the administrative document below (a, b, c, d, e, f, g, h) shall not lead to the rejection of the bid. Nevertheless, the presentation of these documents in conformity, signed and dated, shall be a condition for the award of the Contract.

12.2 Review of technical compliance of quotations

The review of the technical compliance of the offer shall be the exhaustive verification of all the elements of the offer below :

1. CIMA MEMBERSHIP CERTIFICATE (its absence is grounds for rejection of the bid)

2. THE RISK OF CIVIL LIABILITY FOR HEADS OF COMPANY:

2.1 –Declarations of the insured

- Activity of the insured: Funding and assistance to local Authorities
- staff :
- Payroll

2.2 –Guarantees and deductibles

GUARANTEES	AMOUNT	FRANCHISES
a – Delictual and quasi-delictual liability		
- Personal injury	Unlimited	
- Property damage and consequential damage, including : • Damage to entrusted property 20 000 000 F CFA • Fire damage outside the premises 50 000 000 F CFA	250,000,000 CFA F	10% Maximum 200 000 F CFA
- Food poisoning	125,000,000 CFA F	
- Non-consecutive immaterial damages	50,000,000 CFA F	10% Maximum 200 000 F CFA
- Theft committed by employees to the detriment of third	2,500,000 CFA F	10% Maximum 100 000 F CFA
b – Professional Civil Liability		
All damage (bodily injury, property damage and consequential loss)	500,000,000 CFA F	10% only on property damage Maximum 200 000 F CFA
c – Defence - Recourse	2,000,000 CFA F	

3. OFFICE MULTI-RISK INSURANCE

3.1 Guarantees



3. OFFICE MULTI-RISK INSURANCE

3.1 Guarantees

Fire

- Building
- Content

Burglary (at the first risk)

- Content only
- Theft from safe (C N C only): 10 000 000 0)
- Cash in transit (C N C only): 1 000 000 0)

Water damage

- Building (1 500 000 /site)
- Content (5 000 000 /site)

Any IT risk

- Computer and office equipment
- Media reconstruction
- Machine breakdown

Other events

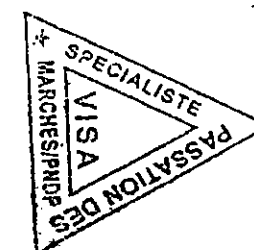
- Falling of navigation equipment
- Strikes and riots
- Vehicle shock
- Damage to electrical equipment
- Indirect losses

Additional guarantees

- Deprivation of enjoyment
- Explosion of any kind

3.2 Values to be insured

COORDINATIONS	RLO	FURNITURE	MATERIAL AND EQUIPMENT	COMPUTER EQUIPMENT	PEDAGOGIC AL MATERIAL	GENERATOR	RECOURSE TO THIRD PARTIES	TOTAL
CNC	810,000,000	47,744,852	33,126,556	113,590,481	6,015,916	5,000,000	100,000,000	1,115,477,805
CRC CENTRE	56,842,020	14,512,992	11,749,397	19,357,659	2,235,992	13,906,935	50,000,000	168,604,995
CRC SOUTH	105,000,000	12,849,270	11,146,076	8,013,544	4,945,992	4,190,000	10,000,000	156,144,882
CRC EAST	75,789,540	17,441,587	14,691,807	11,699,924	1,684,783	0	25,000,000	146,307,641
CRC LITTORAL	189,473,580	9,816,765	7,905,693	6,173,144	2,803,833	0	300,000,000	516,173,015
CRC WEST	72,000,000	8,512,095	7,667,860	11,273,002	760,000	4,382,438	40,000,000	144,595,395
CRC ADAMAWA	134,640,000	21,045,937	14,126,198	9,177,448	2,235,000	1,950,000	10,000,000	193,174,583
CRC NORTH	126,000,000	13,069,894	13,191,437	8,576,840	2,075,000	13,906,935	0	176,820,106
CRC FAR NORTH	81,000,000	13,910,077	13,671,677	12,264,540	0	14,983,020	20,000,000	155,829,314
CRC SOUTH WEST	90,000,000	8,863,586	14,751,812	10,817,659	949,473	0	100,000,000	225,382,530
CRC NORTH WEST	81,000,000	18,211,061	10,559,827	11,278,179	1,232,788	4,108,163	30,000,000	156,390,018
HIMO Unit Maroua	8,400,000	17,671,525	4,903,411	19,592,775	4,126,050	14,404,803	20,000,000	89,098,564
HIMO Unit Kousseri	1,800,000	1,020,912	1,655,339	5,163,525	1,144,800	3,601,946	5,000,000	18,365,610
TOTAL	1,831,945,140	204,670,553	159,147,090	246,978,720	30,209,627	80,434,240	710,000,000	3 263 385 370



4. A list of the same contracts (at least two (2) contracts) carried out by the bidder as the main service provider during the last three (3) years (2019, 2020 and 2021), should be provided with the amount in convertible free currency (HT & TTC) and the names of purchasing Administrations. The cumulative amount of these similar contracts must be greater than or equal to 5 million. For this purpose, the bidder should attached to his file, copies of contracts (first page and the page signed), minutes of the reception and a certificate for similar contracts.

5. Descriptive and quantitative schedule of services completed, dated and signed.

12.3 Only offers found to be substantially compliant shall be subject to financial analysis.

12.4 Verification of arithmetic operations: this is done by multiplying, where appropriate, unit prices by quantities and using the letter price to make the necessary corrections and classify service providers.

13. The Project Owner shall award the Contract on the proposal of CSPM bidder whose bid is determined to be substantially responsive to the provisions of the Request for Quotation and to be the lowest priced.

14. Address for collection of Requests for Quotation and submission of bids:

National Coordination Unit of PNDP, at the place known as Pont-Dragages, after the Residence of the Ambassador of Côte d'Ivoire, not far from the offices of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation/UNESCO and the United Nations Development Programme/UNDP. Precisely at the Procurement Unit, Room 212D, on the 2nd floor. P.O Box: 660 Yaounde-Cameroon, Tel: +237,692 80 75 41, Email: pndp_cameroun@yahoo.fr, cpmpndp@yahoo.fr.

Yaounde, 03 NOV 2022
LE COORDONATEUR
Marie MA

Copies to:

ARMP

- SOPECAM

- CHRONO

- ARCHIVES

- POSTING.